

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 40 (2003)
Heft: 1580

Artikel: Priorité à l'indexation
Autor: Gavillet, André
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1021592>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 27.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Un enjeu de pouvoir

Une publication de la collection *Le savoir suisse* parcourt l'histoire contemporaine de la recherche dans notre pays. En quarante ans, à pas de géants et malgré les difficultés budgétaires et politiques, la recherche a bâti un réseau de relais et de centres de pouvoir.

La recherche et les produits liés à son développement sont facteurs premiers de l'évolution de nos sociétés. Les découvertes créent de nouveaux besoins, donc de nouveaux emplois pour les satisfaire. Il y a par exemple les comportements d'avant et d'après le téléphone portable. L'invention dévalorise aussi les produits périmés. Elle est donc indispensable au soutien de la consommation. La science modifie l'espérance de vie, donc la démographie. Ces quelques rappels pour souligner que la recherche fait partie de la compétitivité nationale. A ce titre, elle a une histoire contemporaine. La collection *Le savoir suisse* y consacre utilement une de ses publications.

Le développement de la recherche a été en Suisse extraordinaire, malgré les réticences, les restrictions budgétaires, le *stop and go*. Au début des années soixante, *Domaine Public* avait interviewé le professeur Robert Labhardt que le conseiller fédéral Hans Peter Tschudi avait chargé d'un rapport sur la situation universitaire en Suisse. Avec des moyens d'investigation modestes, en milicien, il avait dressé un constat accablant : effectifs universitaires insuffisants, nombre d'étudiantes nous classant dans les rangs des pays en développement. En quarante ans, l'emprise physique, sur le terrain des campus, des universités et de la recherche, permet de mesurer le champ d'expansion.

Cette évolution a connu des phases : importance donnée pendant longtemps à la recherche nucléaire et à la physique, rapport sciences humaines et sciences.

L'autonomie des universités et le pouvoir politique

Mais surtout le développement des structures institutionnelles s'est révélé d'une grande complication par l'effet du fédéralisme, de l'autonomie des universités, de la défense jalouse de la liberté académique par rapport au pouvoir politique. Création du Fonds national de la recherche scientifique, du Conseil suisse de la science et comme interlocuteur, création au niveau fédéral d'un secrétaire d'Etat : tous ont en commun la volonté de promouvoir le déve-

loppement de la recherche, mais tous n'ont pas nécessairement en commun le partage de leur pouvoir, ni pour eux, ni pour leur garde rapprochée, leurs *think tanks*, leur *brain trust*, leur GRIPS (Groupe informel de problèmes stratégiques, rattaché au Fonds national). Le mérite de ce dixième numéro de *Savoir suisse* est de nous donner une description historique complète de ces centres de pouvoir et de leur évolution. Bibliographie, chronologie et décryptage des acronymes sont particulièrement utiles. *ag*

Martin Benninghoff et Jean-Philippe Leresche, *La recherche affaire d'Etat. Enjeux et luttes d'une politique fédérale des sciences*. PPUR, coll. Le savoir suisse.

Priorité à l'indexation

Les négociations salariales de fin d'année dans une économie encore en stagnation et, pour le secteur public, dans une situation budgétaire difficile, voient contestée la compensation du renchérissement quand bien même elle est cette année extrêmement faible.

L'exigence de cette compensation nous paraît prioritaire. Pour deux raisons que nous avons souvent exposées, mais qui méritent une répétition insistante.

Le maintien de la valeur réelle du salaire, c'est-à-dire le respect des conditions d'engagement, fait partie des règles de la bonne foi, pierre angulaire des relations paritaires.

L'augmentation de la TVA, nécessaire au financement des assurances sociales, qui entraîne une hausse des prix, peut être acceptée pour autant que la compensation intégrale du renchérissement soit assurée. L'impôt, dans ce cas de figure, ne réduit pas le revenu disponible, contrairement à d'autres prélèvements obligatoires. *ag*

IMPRESSUM

Rédacteur responsable :
Jacques Guyaz (jg)

Rédaction :
Marco Danesi (md)

Ont collaboré à ce numéro :

Jean-Daniel Delley (jd)

Alex Dépraz (ad)

Carole Faes (cf)

Lala Gagnebin

André Gavillet (ag)

Roger Nordmann (rn)

Charles-F. Pochon (cfp)

Jean Christophe Schwaab (jcs)

Responsable administrative :

Anne Caldelari

Impression :

Presses Centrales Lausanne SA

Abonnement annuel : 100 francs

Etudiants, apprentis : 60 francs

@bonnement e-mail : 80 francs

Administration, rédaction :

Saint-Pierre 1, case postale 2612

1002 Lausanne

Téléphone : 021/312 69 10

Télécopie : 021/312 80 40

E-mail : domaine.public@span.ch

www.domainepublic.ch